



CIBLE

Cacophonie

Le 3 septembre, François Hollande cède aux pressions américaines et annonce que le premier Bâtiment de Protection et de Commandement Mistral, *Vladivostok*, ne sera pas livré à la Russie à la date prévue, fin octobre.

Le 8 octobre, la Direction des Constructions navales et services (DCNS) invite le président de la société russe Rosoboronexport à la cérémonie de livraison du *Vladivostok* à Saint-Nazaire le 14 novembre.

Le 29 octobre, Dmitri Rogozine, vice-Premier ministre russe, publie une copie de la lettre d'invitation, qui a déjà circulé dans les milieux concernés.

Le 29 octobre dans la soirée, la DCNS déclare qu'elle ne peut confirmer la date de livraison du bâtiment.

Le 30 octobre, Michel Sapin, ministre des Finances, affirme que « les conditions » ne sont « pas réunies pour livrer les navires Mistral à la Russie ».

Le 31 octobre, le PDG de la DCNS démet de ses fonctions Yves Destefanis, directeur du projet Mistral.

Ces annonces successives signifient qu'il y a perte générale de contrôle. C'est gravissime. Comment nos partenaires étrangers pourraient-ils avoir confiance dans des dirigeants qui ne savent pas prendre une décision et s'y tenir ?

Violence

Logiques d'échec

p. 12

Cameron

Nous
ne paierons pas

p. 4

Richelieu

La difficulté
de gouverner

p. 6/7

Rédaction-administration

38, rue Sibuet - Boite no 13
75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Cacophonie

P 2 : Histoire : Homage aux résistants royalistes

P 3 : Parti socialiste : Martine est en colère

- Écho des blogs : À quoi sert aujourd'hui la Cour des comptes ?

P 4 : Politique britannique : « Nous ne paierons pas »

P 5 : Amérique du Sud : Extrême-Occident

- Brèves : Anniversaire, Vente, Wallis

P 6/7 : Richelieu : La difficulté de gouverner

P 8 : Social-écologie : À quoi bon l'État-providence ?

P 9 : Idées : Beaudelaire, l'irréductible

P 10 : Un Bicentenaire : Un certain Marquis

P 11 : Décès : Père Dominique Chéreau - Mercredis de la NAR -

P 12 : Éditorial par B. Renouvin

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01 42 97 42 57

Histoire

Au soir du 27 octobre dernier, François-Marin Fleutot, historien, a rendu hommage aux résistants royalistes morts pour la France devant le monument « aux morts fusillés par les nazis » situé avenue de la Porte de Sèvres à Paris.

« Ici, ce soir, nous sommes devant ce monument qui rappelle le sacrifice des fils de France. Tous n'étaient pas royalistes évidemment mais tous, communistes, socialistes, démocrates-chrétiens... ont fait le sacrifice de leur vie.

Entre 1939 et 1940, les Allemands nazis, en quelques mois, balayent l'Europe. Des hommes de toutes nations, de toutes opinions se sont dressés pour chasser du monde cette aberration meurtrière. Par chez nous, l'enjeu ne se limite plus au vieil antagonisme franco-allemand : c'est l'avenir de l'homme libre et de la civilisation qui est en cause. Nous devons à tous ceux qui se sont mis délibérément en travers de ce projet monstrueux d'être encore des hommes.

En 1940, certains de nos compatriotes prennent le parti de collaborer avec l'occupant. D'autres choisissent de se réfugier dans un attentisme précautionneux. Avec le général de Gaulle ou sans lui, d'autres Français décident de s'opposer à l'envahisseur, de reprendre le combat jusqu'à la libération totale du pays. Bref, de devenir des résistants (...)

Ici, place Balard, près de cent cinquante résistants furent abattus par les nazis dont une partie du groupe La Vérité Française : le 27 octobre 1942, à quatre heures de l'après-midi, Roland Coqueugniot, Jean de Launoy, Pierre Stumm, Daniel Douay, Alfred Veguel, Émile Louys y sont fusillés. Jean de Launoy écrit une dernière lettre à ses enfants que nous entendrons tout à l'heure.

Les royalistes sont issus de l'histoire de France. Plus sans doute que d'autres familles de pensée, ils ont de fortes raisons de s'opposer à la déferlante totalitaire. Il ne s'agit pas d'expliquer ce qu'ont été ces raisons. Il importe pourtant de savoir qu'ils n'ont pas attendu la guerre pour dénoncer ce qui se passait en Allemagne : dès

1933, plusieurs d'entre eux ont donné l'alerte... dont le maréchal Lyautey... Ils ne furent pas entendus.

Pendant l'Occupation, un grand nombre va poursuivre cet engagement. Leur rôle dans la guerre clandestine, amplement sous-estimé, voir négligé, n'est pourtant pas mince. Pensons à ces royalistes de raison ou de sentiment qui, dès 1940, traversent clandestinement la Manche pour reprendre le combat, comme Honoré d'Estienne d'Orves, Philippe de Hauteclocque, futur maréchal Leclerc, Pierre Messmer ou Daniel Cordier. Pensons à d'autres qui sont des tout premiers résistants de l'intérieur, comme le duc de Choiseul Praslin ou Jacques Renouvin. Tous ont été de ceux qui ne désespèrent pas de la France, qui ne désespèrent pas des Français. Ce sont bien leurs idées (...)

Les tenants du roi, comme les autres résistants, ont accepté de se battre aux côtés d'hommes qui étaient hier leurs adversaires politiques. À l'exemple d'un Henri d'Astier de La Vigerie qui va travailler main dans la main avec José Aboulker, jeune juif d'Alger. Ou encore du socialiste Jean Moulin qui appelle auprès de lui les jeunes royalistes Daniel Cordier et Raymond Fassin.

(...) Les résistants royalistes se retrouvent à l'Armée Secrète, à l'Organisation Résistance Armée, dans les Forces Françaises Libres, à la 2ème D.B., dans la 1ère armée française, comme dans l'escadrille Normandie-Niemen, à la Brigade Alsace-Lorraine comme dans les commandos. Dans les réseaux de renseignement et dans les maquis.

J'ai dit les hommes comme les femmes. Ayons une pensée pour deux belles figures féminines de la Résistance : Madame Pauline Barré Saint-Vérant qui avec opiniâtreté a rassemblé le réseau Marie-Odile et qui,

arrêtée, sera déportée et trouvera la mort à Ravensbrück. Et Madame Hélène de Suzannet qui organisera dans le Paris occupé le transport des enfants juifs vers la Vendée. À la sortie de la guerre elle sera l'une des 33 premières femmes élues à l'Assemblée constituante.

Mais revenons au petit groupe autour de Jean de Launoy qui décide de publier dès septembre 1940 une feuille-tract *La Vérité française*. Très vite par l'intermédiaire des colonels Charles Dutheil de La Rochère et Paul Hauet ce groupe est rattaché au réseau du Musée de l'Homme de Germaine Tillion. Ils n'agissent pas en zone vichyste mais en zone occupée, c'est-à-dire au milieu des nazis.

Évidemment ils ne sont pas les seuls : au même instant Hubert de la Garde rassemble le premier réseau de renseignements pour le mouvement Libération-nord, d'Estienne d'Orves s'appête à revenir en France où il assumera en chrétien et en royaliste son destin. Pensons aussi aux groupes « Ceux de la Résistance » et « Ceux de la Libération » où nous retrouvons nombre d'amis du roi alliés à d'autres Français. Mais n'est-ce pas une généralité... En zone sud c'est la même chose, du mouvement « Combat » d'Henri Frenay au maquis des Montagnes noires.

Mais revenons encore un instant sur ce petit groupe qui s'assemble au tout début de la résistance. Cacher des soldats anglais ou français déserteurs des geôles nazies, récupérer le matériel militaire qui servira à la Libération, désinformer les Français des boniments quotidiens des journaux et de la radio, cela a pu sembler ridicule face aux mensonges qui se sont installés partout. Et pourtant sans désespérer ils l'ont fait !

Dénoncés par un traître, ils seront arrêtés, jugés comme espions, condamnés par les nazis. Beaucoup connaîtront la déportation et la mort comme Charles Dutheil de La Rochère, déporté à Sonnenbourg, et d'autres autour de Jean de Launoy seront fusillés ici même.

Ne les oublions pas. Ils sont morts pour que nous soyons libres. »

François Marin FLEUTOT

Mauvaises nouvelles

Le président de la République qui se prend pour un Premier ministre a échoué sur le plan économique et social. Le Premier ministre qui n'arrive pas à être Premier ministre ferait-il mieux s'il devenait Premier ministre ou président de la République ?

Les mauvaises nouvelles arrivent avec les pluies d'automne. Au mois de septembre, selon l'INSEE, les prix à la consommation ont baissé de 0,3 % et la consommation des ménages a diminué de 0,8 %. Ce n'est pas encore la déflation, mais on y va d'autant plus sûrement que près de la moitié des personnes interrogées sur leur mode de consommation annoncent qu'elles vont différer leurs achats dans l'attente de la baisse des prix. Quant à la désindustrialisation, elle se poursuit : l'indice PMI manufacturier est en recul en octobre pour le cinquième mois consécutif en raison de la baisse des commandes. Autant dire que, pour l'année 2014, c'est fichu : la croissance ne dépassera pas 0,4 % et plus personne ne croit à une baisse du chômage - pas même le ministre du Travail et de l'Emploi.

Bien sûr, on répète au gouvernement qu'il suffit de persévérer dans l'effort pour que la croissance revienne. Ces invocations sont démenties année après année. Pour 2015, on annonce une croissance de 1,1 % mais il faudrait que la baisse de l'euro soit confirmée (cela ne dépend pas de nous mais du cours du dollar) et qu'on fasse moins d'économies budgétaires - ce qui est fort peu orthodoxe et en tous points

contraire aux promesses faites à Bruxelles et à Berlin. Encore faudrait-il que certains de nos partenaires étrangers ne nous prennent pas des marchés en baissant leurs coûts - donc les salaires - au maximum. Encore faudrait-il que la politique de l'offre (crédit d'impôt, baisse des cotisations patronales) produise des résultats appréciables. Ils seront en effet positifs, mais trop faiblement pour compenser les conséquences négatives de l'austérité budgétaire, de la hausse des impôts directs et de la hausse de la TVA.

Les échecs passés et à venir sont attribués à François Hollande, au sommet de son impopularité. On oublie que Nicolas Sarkozy avait placé le pays sur la mauvaise pente et on affirme, sondage à l'appui, que les Français comptent sur Manuel Valls pour redresser la situation. Illusion ! Si François Hollande laissait son Premier ministre gouverner ou si celui-ci devenait président de la République, nous resterions dans la même impasse. Nous sommes sous la contrainte du Pacte de stabilité. Nous sommes sous la férule de Berlin. Manuel Valls courbera l'échine, comme François Hollande, comme Nicolas Sarkozy. Pourquoi en suis-je sûre ? Parce que, sinon, l'homme de Matignon se serait déjà révolté.

Sylvie FERNOY

À quoi sert aujourd'hui la Cour des comptes ?

C'est par la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 conduite par Nicolas Sarkozy que la Cour des comptes s'est vue accorder une mission supplémentaire, celle d'« assister le Parlement » dans le contrôle de l'action du gouvernement.

Jusqu'alors elle se contentait de : « *juger la régularité des comptes établis par les comptables publics* », « *contrôler le bon emploi et la bonne gestion des fonds publics* », « *certifier la régularité, la sincérité, et la fidélité des comptes de l'État* », « *vérifier la bonne exécution des lois de finances de l'État et des lois de financement de la Sécurité sociale* », (1) toutes missions conduites *a posteriori* des mesures votées ou décidées par l'exécutif ou le Parlement. Il n'en va plus de même maintenant lorsqu'il s'agit d'assister les parlementaires dans leurs prises de décision. Nous ne devons donc pas être surpris à la lecture de son dernier rapport de la voir traiter de deux sujets totalement liés à la réforme territoriale, réforme vivant actuellement des moments difficiles devant la représentation nationale. **Le premier** a pour objet les dessertes SNCF par les TGV dont le réseau est jugé de moins en moins rentable dans sa configuration actuelle et **le second** l'évolution des finances locales en « forte » croissance en 2013 et jugées responsables « pour un tiers du retard pris dans la réduction des déficits publics de la France ». (2) Observons qu'une certaine presse a immédiatement réagi et tenu son rôle sans le moindre questionnement : « **La Cour des comptes épingle la LGV Poitiers-Limoges** » titre le site de la lanouvellerepublique.fr ou « **Le TGV, un mode de transport pas si vert** » titre lesechos.fr.

Sous le titre « **Le rapport biaisé de la Cour des comptes sur le TGV** », publié par le média Internet Mediapart, (3) Martine Orange nous propose son ana-

lyse à charge contre le rôle que s'octroie **abusivement** la Cour des comptes : « *Tout cela est conduit d'une façon insidieuse, voire tordue, pour instiller l'idée que le train ne relève plus du service public, de l'aménagement du territoire, qu'il est grand temps d'en finir avec ces « vieilles lunes », pour mettre en œuvre la grande libéralisation des transports routiers.* »

La cour des comptes est là pour **désigner le coupable** « *la dégradation de la rentabilité des lignes TGV est liée à l'engouement des élus pour le tout-TGV qui, contre financement, imposent la construction de lignes non rentables.* »

Et pour **préconiser** « *la modification radicale de l'une des caractéristiques premières du modèle français de grande vitesse, par une réduction significative des dessertes sur lignes classiques ainsi que des arrêts intermédiaires sur les lignes existantes* » indique son rapport.

« *D'où vient cet avis ? Est-ce le rapporteur qui s'est lui-même institué expert en chambre de la gestion ferroviaire et de l'aménagement du territoire ? S'appuie-t-il sur des avis extérieurs ? Si oui, lesquels ? Mais surtout, en quoi cela relève-t-il de la mission de la Cour des comptes ?* » interroge Martine Orange.

François ENNAT

(1) <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/administration/controle/controles-non-juridictionnels/quel-est-role-cour-comptes.html>

(2) <http://www.lagazettedescommunes.com/283512/la-cours-des-comptes-souhaite-une-loi-de-financement-des-collectivites/>

(3) <http://www.mediapart.fr/article/offert/4692edaae5de42392415d9251b4d9036>

« Nous ne paierons pas »

La politique d'austérité de Cameron porte ses fruits puisqu'il gouverne le seul pays européen disposant d'une réelle croissance. Se pose alors aujourd'hui la question de la pertinence de rester dans une Union européenne dont les mauvais résultats sont un obstacle au développement britannique.

Si le référendum écossais avait abouti, David Cameron serait resté dans l'histoire britannique comme le responsable de l'éclatement du Royaume-Uni. Le Premier ministre ne laisse pas pour autant ce référendum tomber dans l'oubli. Dès le lendemain des résultats, David Cameron mettait en place une commission dont le but était de donner plus de pouvoirs à l'Écosse notamment en matière fiscale tout en maintenant la stabilité du royaume.

Les objectifs de la commission sont d'abord de former un ensemble de pouvoirs cohérent qui réponde aux besoins et désirs du peuple écossais en renforçant l'indépendance de l'Écosse et de son parlement au sein du Royaume-Uni. Elle est chargée également d'apporter une constitution qui stabiliserait durablement la place de l'Écosse dans le Royaume-Uni. Ces changements ne doivent nuire ni à l'union ni à l'économie britannique ou écossaise. Cela ne doit avoir aucune incidence non plus sur les engagements internationaux pris par le Royaume-Uni.

Ce « non » au référendum écossais n'est pas pour autant une victoire de Cameron. Les grèves massives du début octobre ont bien révélé que sa politique n'est pas approuvée par tous. Il faut dire que l'austérité commence à peser sur le peuple britannique. Le sauvetage du

secteur bancaire britannique qui s'est traduit par des nationalisations et des recapitalisations massives a coûté près de 70 milliards d'euros. On a donc noté à la suite de cela une forte augmentation du déficit et de la dette publique. Pour recouvrer une stabilité économique, le Royaume-Uni :

- a demandé aux travailleurs de faire quelques concessions. L'âge de départ à la retraite sera repoussé à 69 ans d'ici 2040 (nous sommes bien loin des 63 ans envisagés en France). Un million de postes dans les services publics devraient être supprimés d'ici 2017 ;

- a parié sur le fait que la réduction dépenses et des emplois publics serait compensée par la création d'emplois dans le secteur marchand. Il semble que ce soit une réussite.

Si on compare les résultats britanniques et les résultats français, on note que la croissance du Royaume-Uni est largement supérieure. La France ne dépasse toujours pas les 1 % alors que l'Angleterre dépasse les 3 %. Pourtant cela ne se fait pas au détriment du taux de chômage qui est de 6,9 % outre-Manche pendant que nous excédons les 10 %.

L'économie britannique dispose d'un atout que nous n'avons pas : la maîtrise du Sterling. Le change flottant de la livre Sterling a servi de variable d'ajustement à l'économie britannique, fortement dépendante

des exportations, lorsqu'un regain de compétitivité a été nécessaire. Pour un pays dont l'économie est essentiellement tournée vers la finance et les marchés, on peut dire que la méthode Cameron est particulièrement pertinente.

Les progrès de l'économie britannique risquent d'être compromis à cause des difficultés que traversent ses voisins de la zone euro dont elle est solidaire. Depuis presque deux ans, la croissance est forte mais le ralentissement que nous observons depuis quelques semaines inquiète. Alors que nous sortons de plusieurs semaines de turbulences sur les marchés, la détérioration de la situation économique de la zone euro menace la stabilité du Royaume-Uni. Les bons résultats britanniques ne sont pas récompensés par l'Union européenne qui demande aux Anglais de fournir un nouvel effort et de renflouer les caisses que les autres États s'évertuent de vider pour continuer à satisfaire leur électorat sur le court terme. Les Britanniques qui ont fait des efforts et qui voient malgré cela, la misère individuelle croître dans leur pays, n'apprécient pas que Bruxelles leur demande d'être solidaires alors qu'eux mêmes ont des difficultés à s'en sortir. Cela encourage un réflexe nationaliste dans un pays qui ne se préoccupait jusque là que de son économie.

Le parti UK Independence Party (UKIP) profite de cette

tendance et voit son électorat augmenter.

Pour contrer la montée de cette extrême droite, Cameron a décidé de durcir sa politique migratoire. Il met en place un **contrôle plus rigoureux** par des moyens simples et *a priori* efficaces. Il vise dans un premier temps les **ressortissants européens** n'ayant jamais travaillé et donc n'ayant jamais cotisé en Angleterre. Le locataire du 10 Downing Street entend limiter le versement de leurs allocations familiales à un maximum de trois mois. Pour lutter contre les **immigrés clandestins**, il souhaite faciliter l'annulation de leur permis de conduire. Il compte également demander aux **baillleurs** de vérifier le permis de séjour de leurs locataires. Les propriétaires sont plus susceptibles de respecter les lois que les clandestins. Enfin, il s'adresse aux **établissements d'enseignement supérieur** qui délivrent des visas étudiants sans opérer de réel contrôle. Ce basculement de Cameron n'en est pas vraiment un, puisqu'il ne fait qu'opérer un resserrement de sa politique vers la droite nationaliste, suivant de ce fait le mouvement de son électorat.

Le Premier ministre britannique choisit de défendre aujourd'hui les classes moyennes qui portent le poids de la fiscalité et de l'inflation, bien qu'elle reste modérée en Grande-Bretagne. Ces travailleurs sont en effet ceux sur qui repose l'avenir économique et social de l'Angleterre. Cela explique pourquoi Cameron préfère alléger sa fiscalité plutôt que de verser un milliard d'euros à la banque centrale européenne.

David Cameron est clair, il ne paiera pas pour la mauvaise gestion des autres États membres et il les incite à prendre des mesures concrètes pour endiguer leurs déficits et encourager leur croissance, comme le Royaume-Uni a pu le faire et cela au risque de mécontenter les populations.

Yvonne RICHTHOFEN

Extrême-Occident

L'échec relatif de Dilma Rousseff au Brésil révèle que sur le continent américain le Sud n'est plus au Sud mais au Nord et surtout à l'Ouest. Il reste à donner une expression politique à ce mouvement de fond.

Les élections brésiliennes des 5 et 26 octobre ont été fertiles en rebondissements (la défaite au premier tour de l'écologiste Marina Silva, la remontée spectaculaire du candidat de centre-droit, la courte victoire de la sortante Dilma Rousseff). Elles sont riches d'enseignements. Pour tout dire, la présidente ne doit sa réélection qu'au formidable soutien de « Lula », son prédécesseur. Sans lui, le Parti des Travailleurs qu'il avait conduit au pouvoir en 2003, était battu. Elle l'a dûment reconnu. Les électeurs veulent le retour de « Lula » mais l'âge et la maladie rendent ce scénario improbable. Quand bien même, ce ne serait plus le même Lula parce que ce n'est plus le même Brésil ni le même monde. Sans vouloir le comparer, le retour de Peron en Argentine après vingt ans a été une catastrophe : le premier mandat de 1946 à 1955 le fut aussi, mais c'est une autre histoire dont l'Argentine ne s'est pas encore remise. Il faudra attendre le départ attendu de Madame Kirchner l'an prochain pour que ce pays touche le fond ou rebondisse en exorcisant les mythes du passé. (1)

Les mythes sud-américains s'effacent les uns après les autres depuis la retraite en 2006 de Fidel Castro (année de la mort de Pinochet !) et la mort de son héritier présumé Hugo Chavez en mars 2013. Reste celui dont on disait pis que pendre avant son élection, l'Indien Evo Morales, triomphalement réélu pour un troisième mandat à la tête de la Bolivie. Cette exception est mise au crédit de sa bonne gestion et aux excès de ses adversaires. Elle apporte au peuplement andin

(et indien) la reconnaissance qui lui faisait défaut mais n'a pas de portée continentale.

La mort de la vieille droite et de la vieille gauche, ainsi que de manière générale du « caudillisme » (qui était encore la norme de l'exercice du pouvoir quel qu'il soit il y a cinquante ans lors de la tournée qu'entreprit à l'automne 1964 le général de Gaulle pendant cinq semaines d'affilée à travers les dix pays d'Amérique du Sud, anniversaire peu célébré - car l'un des plus décevants de la geste gaullienne - à l'inverse de celui du voyage dit historique au Mexique en mars de la même année 1964), a promu le centre et la démocratie. C'est certes le résultat du recul de la pauvreté et de l'avènement des classes moyennes désormais majoritaires. Mais c'est aussi l'effet d'un basculement géopolitique vers les États-Unis (le Nord) et surtout le Pacifique (pour ces pays l'Extrême-Occident et non l'Extrême-Orient des Européens). (2) Les problèmes internationaux centrés sur la Caraïbe (à cause de Cuba puis du Venezuela) et l'Atlantique sud (avec les marines brésilienne et argentine au temps des régimes autoritaires, y compris la guerre des Malouines en 1982) tendent à s'estomper. En revanche, on a vu au cours des dernières années se développer la participation des États sud et centre-américains riverains du Pacifique (notamment Chili, Pérou, Colombie) aux sommets Asie-Pacifique et l'extension de la zone de libre-échange qui liait Canada, États-Unis et Mexique (ALENA) à ces trois États sous le nom d'Alliance du Pacifique, de l'Alaska à la Terre-de-Feu, reléguant la moribonde union douanière du Mercosur (Bré-

sil, Argentine, Uruguay, Paraguay, étendue au Venezuela).

Pour la première fois, cette évolution (ou « révolution » au sens géographique) ne s'incarne pas dans une figure politique, pas même nord-américaine, Obama étant le président le plus absent de la scène sud-américaine depuis des lustres quoique (ou parce que) le mieux élu des électeurs latinos. L'Amérique du Sud a certes un pape médiatique - argentin, ce qui limite son audience - mais qui peinera à renouer avec le passé démocrate-chrétien de cette partie du monde après les errances droitières et gauchistes d'une partie du clergé et des fidèles.

Si l'on ne discerne pas encore précisément les gagnants, *encore en devenir, on peut facilement dresser la nécrologie des perdants : la vieille Europe, à commencer par la Castille, mais aussi l'influence française, ses intellectuels, catholiques et laïques, droite et gauche confondus.*

Yves LA MARCK

(1) Dernière référence populiste en date de Marine Le Pen (selon *Le Monde* du 20 octobre). Les Français aspirent-ils vraiment à une Evita Peron ? avec Jean-Marie dans le rôle de Don Juan (Peron) ? Sans oublier les liens du couple Peron avec les nazis accueillis après la guerre. Voir la fiction de :

Philip Kerr - « *Une douce flamme* », 576 pages, 01/2012, Policier, Éd. Le Livre de Poche, prix public : 8,10 €.

(2) Alain Rouquié (ancien ambassadeur de France au Brésil et au Mexique) - « *Amérique latine - Introduction à l'Extrême-Occident* », 496 pages, 10/1998, Points Essais, Éd. Le Seuil, prix public : 8,60 €.

Brèves

Anniversaire

Cette année, deux personnages tout aussi emblématiques l'un que l'autre, mais pour des raisons bien différentes, ont fêté leur quatre-vingt-treizième anniversaire.

Philippe, duc d'Édimbourg et le roi Michel I^{er} de Roumanie. Ils portent avec eux une bonne part des événements tragiques du XX^e siècle. Tant au Royaume-Uni qu'en Roumanie, des cérémonies ont célébré ces événements.

Vente

Le 19 novembre prochain, sera dispersée à Paris, la collection Claude de Flers de lettres autographes particulièrement impressionnante (1500 lettres et manuscrits).

Ce sont des centaines de lots qui vont être vendus. Parmi ceux-ci, se trouvent des lettres ayant appartenu à la Maison d'Orléans, notamment des échanges nombreux de courriers entre la **reine Marie-Amélie** et ses filles, notamment **Marie, duchesse de Wurtemberg**, et **Clémentine, princesse de Saxe-Cobourg-Gotha**. Les pièces sont proposées avec des estimations de 200 à 2 500 euros.

Wallis

Kapeliële Faupala, âgé de 74 ans, était, jusqu'au 5 septembre dernier, *Lavulea d'Uvéa*, c'est-à-dire le roi de Wallis. Cette éviction, que le gouvernement français ne peut que constater et sur laquelle il n'a nulle prise, est moins anecdotique, voire exotique, qu'on pourrait le penser.

En effet, dans beaucoup de territoires français de l'Océan Pacifique, des tensions se font jour entre ceux qui veulent conserver la coutume et d'autres qui désirent l'adapter.

Pascal BEAUCHER

La difficulté de gouverner

Ancien élève de l'École Normale supérieure et de l'ENA, haut fonctionnaire et historien, biographe de Lyautey, de Charles Péguy et de Louis-Philippe, Arnaud Teyssier publie ⁽¹⁾ une analyse complète de la personnalité et de l'œuvre du cardinal de Richelieu, saisi dans le mouvement de l'histoire d'une France alors exposée à tous les périls.

Les malheurs du passé ne rendent pas notre présent plus acceptable mais ils permettent de comprendre à quelles conditions un pays accablé de cent manières peut se relever et reprendre son aventure historique.

Après l'assassinat d'Henri IV, le royaume de France est une fois de plus exposé à la dislocation et à l'effondrement. Aussi versatile que pauvre d'idées, Marie de Médicis place sa régence sous la coupe de Concini et de ministres médiocres. Les États généraux de 1614-1615 n'ont rien donné et les princes font peser la menace de la guerre civile pour obtenir des pouvoirs et de l'argent. Les protestants, qui tiennent des places fortes, peuvent quant à eux reprendre la guerre religieuse. Pire : Marie de Médicis, devenue reine-mère, est engagée dans un insoluble conflit avec Louis XIII, roi jeune et fragile qui s'est entiché du duc de Luynes, un personnage séduisant mais dépourvu de capacités politiques face aux intrigues des Grands et aux manœuvres de l'Espagne.

Autorité royale divisée, gouvernement impuissant, royaume livré aux factions : c'est dans cette situation catastrophique que Richelieu paraît, s'affirme puis s'impose. Le jeune évêque de Luçon se fait remarquer aux États généraux, devient secrétaire d'État le 30 novembre 1616, connaît la disgrâce en avril 1617 après l'exécution de Concini, reçoit la barrette de cardinal en septembre 1622, entre à nouveau au Conseil du roi le 29 avril 1624 et servira Louis XIII comme principal ministre jusqu'à sa mort, le 4 décembre 1642.

Cette brillante « carrière » est souvent présentée comme celle d'un ambitieux sans scrupules. Arnaud Teyssier démontre minutieusement la faiblesse de l'accusation qui fit trop souvent oublier ce qui est exceptionnel dans la personnalité de Louis-Armand du Plessis. Richelieu est noble, et devrait partager les préjugés des membres de son ordre. C'est un théologien qui devrait être l'une des têtes du parti dévot. C'est un homme d'Église, qui pourrait être porté à prendre le parti de l'Espagne... Or Richelieu se met à distance de toutes les déterminations religieuses et

sociales sans rien renier de ses convictions, statuts et dignités.

Il faut, bien entendu, se garder de tout anachronisme : bien que distincts, les domaines respectifs du spirituel et du temporel n'étaient pas aussi tranchés qu'ils le sont aujourd'hui et il ne faut pas juger les affaires politiques et religieuses du XVII^e siècle selon notre conception de la laïcité. Cela dit, Richelieu fait valoir, dans la conduite des affaires politiques, une conception du bien public qui trouve son expression concrète dans le service de l'État incarné par le roi de France. Issu d'une famille de bonne noblesse, Louis-Armand du Plessis sera **implacable envers les nobles** qui font prévaloir leur sanglante logique de l'honneur sur l'obéissance à l'autorité royale. **Évêque**, il s'éloigne vite du parti dévot et s'en tient à un gallicanisme modéré. **Cardinal**, il ne manquera jamais de dénoncer les abus commis par les ecclésiastiques. **Catholique**, il s'oppose aux Habsbourg qui se posent hypocritement en champions de la catholicité...

Cela fait beaucoup de paradoxes. Ils s'inscrivent dans

une politique qui ne trouve pas sa cohérence dans la seule exigence du bien public : le Cardinal est un grand politique parce qu'il est **homme de foi** et **bon théologien**. Arnaud Teyssier souligne ce point, troublant voire gênant pour maints citoyens français de notre siècle mais décisif si l'on veut comprendre l'Homme rouge. Ses ouvrages théologiques et son *Testament politique* (2) témoignent de la cohérence de sa pensée et de ses actes. Il veut l'unité spirituelle et politique par la réconciliation des chrétiens divisés et des Français livrés aux fauteurs de discordes. Contre les intolérants et les séditeux, il veut mettre en œuvre *hic et nunc* la médiation chrétienne et la médiation politique - la seconde n'allant pas sans la première dans la pensée de cet homme qui ne fut ni machiavélique ni machiavélien. Pour Arnaud Teyssier, « *le parallèle entre la « puissance de sacrifier » et la « puissance de gouverner » est central dans sa pensée. Le sacrifice de l'Eucharistie est au cœur de sa compréhension du monde. On confond, nous-dit-il, la source et le fleuve, la puissance de créer et la création elle-même, la capacité de créer du pouvoir et le produit de ce pouvoir.* » Richelieu était en accord intime avec les plus hautes certitudes que portaient l'esprit de son temps ce qui n'empêcha pas la III^e République laïque de le placer par-

mi les grands hommes de notre histoire - puis Pierre Mendès-France, Michel Debré et le général de Gaulle de s'en inspirer.

Aussi admirable soit-il, le Cardinal ne saurait être idéalisé. Il n'est pas génial, au sens actuel de l'adjectif, car le génie omniscient et omnipotent est une figure antipolitique. L'homme d'État est un médiateur qui est lui-même placé dans un système de médiations : au XVII^e siècle, il y a l'Église catholique, le roi, la cour, les ordres, les parlements, les partis informels... qui remplissent plus ou moins mal leurs fonctions dans un royaume profondément ébranlé par les guerres de religion.

Dès son arrivée aux affaires, Richelieu s'attache à rétablir l'autorité étatique et à réorganiser le royaume. Quant au premier objectif, la ligne est simple : réduire toutes les factions, quelle que soit leur nature, avec d'autant plus de fermeté que leur logique de démembrement est toujours raccordée à une puissance étrangère. Ce ne sont pas les protestants en tant que tels qui sont combattus - Richelieu voudrait les convaincre de revenir dans l'unité chrétienne - mais le parti huguenot installé dans des places fortes, appuyé par l'Angleterre, et qui risque de se constituer en État. Les grands défient le pouvoir royal tantôt en s'appuyant sur les Huguenots, tantôt sur les Espagnols. D'où le siège de La Rochelle et la destruction des forteresses protestantes du Midi. D'où la lutte acharnée de Richelieu contre de puissants seigneurs qui seront impitoyablement châtiés lorsqu'ils se liguèrent pour tenter d'abattre le Cardinal. Le prince de Condé s'incline, Gaston d'Orléans se retire d'une conjuration qui vise Louis XIII en chargeant le marquis de Chalais qui est exécuté en 1626, Cinq-Mars et

son complice de Thou, reconnus coupables de conspiration avec une puissance étrangère, sont décapités en 1642.

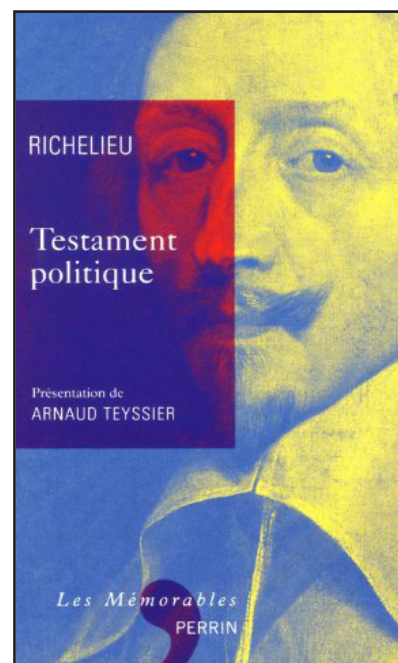
La politique de réformes est une tâche à très long terme, qui ne pouvait pas aboutir complètement. Richelieu s'efforce de remettre en ordre les finances et voudrait supprimer la vénalité des offices afin de pouvoir nommer les personnes en fonction de leurs mérites, il envisage la création d'une grande école de formation des élites - mais sans aboutir. En butte à la résistance des parlements et de maints pouvoirs locaux, il ne dispose pas de la puissante administration centrale qui lui permettrait de remodeler le royaume. Mais le Cardinal est à l'origine des intendants, il développe la marine et s'occupe activement des colonies, dans lesquelles les indigènes convertis à la religion catholique sont « censés et réputés naturels français » selon une conception égalitaire et assimilatrice de la nationalité.

La puissance de gouverner se manifeste aussi sur les fronts extérieurs qui sont étroitement liés aux affaires intérieures. Pendant la régence de Marie de Médicis, la France est menacée d'encerclement par les Habsbourg et les catholiques prônent le rapprochement avec Madrid concrétisé par le mariage de Louis XIII avec une princesse espagnole. Secrétaire d'État, Richelieu a vu le danger. Revenu aux affaires, il veut briser l'étau et se montre aussi bon diplomate que chef de guerre en vue de rétablir la puissance française et l'équilibre européen. L'attaque est portée en Italie, avec la prise décisive de Pignerol en 1630 puis on glisse vers le Rhin et l'on entre en guerre contre l'Espagne en 1635, dans l'alliance avec la Suède et avec les Provinces-Unies. Il y aura des défaites (Corbie) et des succès

qui trouveront avec Mazarin leur heureuse conclusion dans la signature des traités de Westphalie.

Si Richelieu est l'un de nos plus grands hommes d'État, c'est qu'il éprouve au plus haut point la difficulté de gouverner. Tout en affrontant les hauts personnages de la Cour, les factions provinciales et les armées étrangères, il lui fallait surmonter la faiblesse humaine - ses propres souffrances physiques, lancinantes, mais aussi la faiblesse du roi. Louis XIII est un homme maladif et terriblement influençable qui se prend d'affection ou de passion pour des courtisans qui le desservent ou qui le trahissent. D'un mot, il peut congédier le premier de ses ministres, sous la pression de Gaston d'Orléans, de la reine-mère ou d'une campagne de calomnies bien menée. La journée des Dupes résume cette situation permanente de fragilité, dans laquelle la raison politique est défiée et risque d'être détruite par les complaisances et les désirs médiocres - finalement repoussés en ces journées de novembre 1630 par un sursaut de fierté qui poussa Louis XIII à agir en roi. Richelieu a pu résister aux multiples pièges tendus par la faiblesse royale parce qu'il n'avait aucune illusion sur la solidité de son pouvoir et, surtout, parce qu'il regardait les faiblesses humaines en prêtre et en théologien. Le Cardinal ne pouvait donc être déçu par l'homme qu'il servait, parce qu'il savait que celui-ci n'était pas un dieu et parce que la personne royale n'était que l'incarnation transitoire de l'État.

Devenu étranger à toute théologie comme à toute philosophie, le milieu politique est aujourd'hui féru de discours



sur l'éthique de la responsabilité. Tous sont parfaitement dérisoires, au regard de la confrontation entre Louis XIII, qui tente de se mettre à la hauteur de la fonction royale et son ministre pétri de rectitude morale et politique, qui ne cherche pas à dominer le roi mais au contraire à favoriser, par les conseils et par l'exemple, son élévation à la pleine dignité de sa charge.

Bertrand RENOUVIN

(1) Arnaud Teyssier - « *Richelieu, L'aigle et la colombe* », 396 pages, 8/2014, Biographies, Perrin, prix public : 24,50 €.

Du même auteur : « *Richelieu, la puissance de gouverner* », 128 pages, 5/2007, Le bien commun, Michalon, prix public : 10 €.

(2) Richelieu - « *Testament politique* », Présentation d'Arnaud Teyssier, 300 pages, 10/2011, Les Mémorables, Perrin, prix public : 22,50 €.

Si vous partagez nos objectifs

Adhérez à la NAR !

Formulaire sur demande :
info@nouvelle-action-royaliste.fr

À quoi bon l'État providence ?

L'État providence n'est pas moribond et notre système de protection sociale ne vampirise pas la société. C'est pour des motifs idéologiques qu'il a été décrété en crise alors qu'il est indispensable à la justice sociale et au nouveau mode de développement qu'il nous faut établir.

Le livre que Pierre Rosanvallon a consacré en 1981 à *La crise de l'État-providence* a marqué d'une pierre noire le lent et méthodique travail de démantèlement du système français de protection sociale qui est effectué par la gauche « pragmatique », les partis de droite et le patronat. Les arguments des ultra-libéraux sont connus : nous n'avons plus les moyens de nous offrir un État providence qui, de surcroît, décourage l'effort. S'y ajoute la dénonciation xénophobes des groupes ethnoculturels qui jouiraient abusivement des prestations sociales. Attaqué par la droite et l'extrême droite, abandonné par les prétendus socialistes, l'État providence semble d'autant plus condamné qu'il serait contraire au sens de l'histoire.

Eloi Laurent s'insurge contre ces discours convergents. Indispensable dans le moment présent pour résister autant que possible à la crise, l'État providence est la condition nécessaire d'une nouvelle politique économique, sociale et écologique. Son livre, qui s'appuie sur de solides études françaises, anglaises, espagnoles et américaines, apporte une démonstration méthodique de cette nécessité. (1)

Fruit du suffrage universel et de la puissance fiscale acquise par l'État, pensé, vou-

lu et mis en œuvre pendant et après la Seconde Guerre mondiale, l'État providence remplit des fonctions d'allocation, de redistribution et de stabilisation. La protection sociale offre aux citoyens une couverture des risques et des garanties jusqu'à la fin de la vie que le marché ne peut pas fournir. Ils peuvent donc envisager avec sérénité des activités plus ou moins aventureuses : les individus ne sont pas déresponsabilisés mais au contraire libérés de craintes paralysantes - quant à un accident toujours possible, par exemple.

L'État providence est aussi un instrument de justice sociale dans la mesure où il redistribue les revenus entre riches et pauvres, jeunes et vieux, malades et bien-portants. Cette redistribution atténue les effets des cycles économiques, comme on le voit en France actuellement. Pour un coût de gestion très faible, l'État providence a considérablement augmenté la qualité et la durée de la vie, participé au soutien de l'activité économique et renforcé la cohésion sociale et politique. Le détruire produirait les effets inverses comme on le voit dans la société grecque soumise depuis 2010 à la thérapie de choc ultra-libérale. Faut-il cependant céder à l'argument des résignés, qui disent que la mondialisation ne permet plus les largesses de l'État providence ? Ce

serait une étrange fatalité, au moment où les États-Unis et la Chine s'efforcent de créer un système efficace de protection sociale.

Il ne suffit pas de défendre l'État providence contre ses détracteurs. Il est urgent de lui assigner de nouvelles missions, quant à la protection et à la réduction des inégalités, en reliant étroitement la politique sociale et la politique écologique. Ce n'est pas une réforme, ni une mutation mais un retour aux principes dont il s'agit de tirer de nouvelles conséquences. Le principe c'est l'État qui **pourvoit** (*providere*) aux manques, qui **protège** des périls - Pascal dit que « *le propre de la puissance est de protéger* » -, c'est le *Welfare state* qui est un « *État pour le bien-être* ». Or le bien-être, qui est une des dimensions du bien commun, implique plus que jamais une prévention et une couverture des risques qui pèsent sur notre environnement et sur nous-mêmes : inondations, canicules, tempêtes, pollutions... Si nous laissons faire la nature et le marché, les individus courront des risques littéralement insupportables. Comme les citoyens n'acceptent pas d'être abandonnés à la « loi de la nature » et aux catastrophes que l'homme provoque dans la nature, il faut que le système de protection sociale assurant la mutualisation des risques s'élargisse

en intégrant la dimension écologique. Cela implique le passage de l'écologie moralisatrice, accusatrice, vengeresse, régressive et expiatoire propagée par l'écologisme, à une écologie politique et sociale qui pourra surmonter le paradoxe engendré par cet écologisme politicard : plus les catastrophes écologiques sont spectaculaires et meurtrières, plus le discours écologiste est rejeté.

Comment faire ? La tâche est immense mais réalisable. Eloi Laurent présente le plan raisonné de cet « État social-écologique » qui doit articuler les deux soucis car « les inégalités sociales nourrissent les crises écologiques ; les crises écologiques grossissent en retour les inégalités sociales ». Il faut prendre une mesure aussi rigoureuse que possible des risques environnementaux, se donner de nouveaux indicateurs (le PIB est une « boussole faussée »), mettre en place des systèmes de prévention - élever des digues, revoir les plans d'occupation des sols, renforcer les normes antisismiques - durcir la lutte contre la pollution, penser une nouvelle politique urbaine et territoriale, développer les systèmes d'assurance et mutualiser les coûts pour les réduire et en assurer la juste répartition, prévoir la protection des générations futures contre les dégâts que nous n'aurons pas su empêcher. La solidarité est à réaliser dans l'immédiat et sur le long terme. Cela coûte cher ? Il faudra accomplir la révolution fiscale qui n'a que trop tardé...

Les propositions d'Eloi Laurent sont pertinentes, cohérentes et roboratives : une nouvelle politique de développement est possible, dont des chercheurs qualifiés ne cessent de préciser, en France et ailleurs dans le monde, les modalités.

Yves LANDEVENEC

(1) Eloi Laurent - « *Le bel avenir de l'État Providence* », 160 pages, 5/2014, Les Liens qui Libèrent, prix public : 15,50 €.

Baudelaire, l'irréductible

Antoine Compagnon, professeur de littérature au Collège de France, y fait entendre une étrange musique, celle qu'il a recueillie dans son livre central que constitue les *Anti-modernes* (2005) et dont il résume en quelques mots le thème essentiel dans son dernier essai consacré à Baudelaire : « *L'anti-modernité représentait à mes yeux la modernité authentique, celle qui résistait à la vie moderne, au monde moderne, tout en y étant irrémédiablement engagé.* » Le poète des *Fleurs du mal* hantait déjà l'ouvrage princeps, sans qu'un chapitre spécial lui soit consacré. À l'égal de Chateaubriand, il était la référence et le guide de l'exploration. On ne s'étonne pas qu'il poursuive depuis lors notre professeur, qui lui avait déjà consacré un essai en 2003. La matière du nouveau livre provient d'un cours professé au Collège de France, que l'indispensable Benoît Chantre avait fait retranscrire et dont il nous est ainsi loisible de recevoir l'écho. Manifestement, du cours oral l'écrit a gardé la fluidité et la démarche de la recherche, qui suit son rythme propre, une découverte en suscitant une autre, au fil d'une lecture serrée des textes. En l'occurrence, il s'agit des textes du dernier Baudelaire, ceux qui seront repris, après sa mort, dans *Le Spleen de Paris*. Ce sont des poèmes en prose loin du style des *Fleurs du mal*, tournés vers la vie urbaine et parisienne où Baudelaire est complètement engagé, en dépit de ses répulsions. Celles qui motiveront sa fuite en Belgique, avant qu'il ne revienne mourir dans la capitale, ne pouvant articuler que ses fameux « *non, cré-nom, non* ».

De la lecture de Compagnon il est impossible de reprendre le cours, qui est tout en nuances d'analyses, de précisions de termes ou de situations, où le poète se retrouve dans le croisement de ses relations au sein du Paris du Second Empire. Nous y découvrons le monde de la presse qui a pris une importance singulière. À la fois il fascine et révolte le poète. Nous comprenons l'importance du développement accéléré de la photographie qu'il regrette, tout en se prêtant au regard de l'objectif, qui nous a valu de superbes portraits. Et puis il y a la masse de « *l'horrible ville* », avec son bruit et sa fureur, mais qui parfois provoque de sa part un étonnant aveu : « *Je t'aime ô capitale infâme.* » Certes, on pourrait discerner dans ses contradictions intimes le dandy qui ne cesse d'affirmer sa différence au sein du milieu dont il ne saurait se soustraire. Mais Baudelaire, c'est beaucoup plus que cela ! C'est une protestation métaphysique face au siècle qui est pleinement le sien, mais dont l'esprit lui est contraire. Ce en quoi il s'oppose à la plupart de ses contemporains capitaux, Victor Hugo en tête. Comment en douter, dès lors qu'il explique que de Maistre et Edgar Poe lui ont appris à penser et qu'il s'en prend directement à Hugo, notamment lorsque dans une lettre anonyme, il dénonce une entreprise de récupération de Shakespeare. Cette lettre, Philippe Muray la qualifie pour sa part de « *tract retentissant* », où se trouve fustigée l'utilisation de Shakespeare : « *Shakespeare est socialiste. Il ne s'en est jamais douté, mais il n'importe. Une espèce de critique paradoxale a déjà essayé de travestir le monarchiste Balzac, l'homme du trône et de l'autel, en homme de subversion et de démolition. Nous sommes familiarisés avec ce genre de supercherie.* » Il s'agissait alors de prendre prétexte de l'auteur d'*Hamlet* dans le cadre d'un banquet de propagande, qui fut d'ailleurs interdit aux disciples du mage de Guernesey.

Curieusement, les termes employés par Baudelaire anticipent sur la récupération idéologique et politique dont il sera lui-même l'objet, par ce critique militant de génie qu'était Walter Benjamin. Antoine Compagnon signale l'importance qu'eut en Allemagne, avant qu'elle ne gagne la France, l'interprétation « *faisant de Baudelaire un ennemi caché de la bourgeoisie, un révolutionnaire dissimulé, l'alter-ego littéraire de Blanqui.* » Cela va très loin, puisque le poète est défini comme « *témoin à charge dans le procès historique intenté par le prolétariat contre la classe bourgeoise.* » Ou encore, si l'on avait un doute sur la vraisemblance d'une telle promotion, il fallait comprendre que l'auteur des *Fleurs du mal* était « *un agent secret - l'agent de la secrète insatisfaction de sa classe à l'égard de sa propre hégémonie.* » Faut-il préciser qu'Antoine Compagnon est aux antipodes d'une telle interprétation ? Dans sa remarquable recension de *Marianne*, Sébastien Lapaque a exprimé sa contrariété face au scepticisme du professeur au Collège de France, préférant un genre assez flâneur de promenade littéraire à la confrontation directe qui s'imposait avec Benjamin.

Je serais presque d'accord avec Lapaque, mais jusqu'à un certain point. Il y a, par exemple, une récupération par Marx du réactionnaire Balzac, qui n'est pas tout à fait illégitime, car l'extraordinaire tableau qu'offre *La comédie humaine* à l'analyse sociologique et politique est significative du génie qui s'est emparé de la France post-révolutionnaire. On peut en dire autant de Baudelaire. Ce n'est pas gratuitement que Walter Benjamin utilise celui dont il est littéralement hanté, et qui lui a donné cette étonnante familiarité avec Paris. Là-dessus, le regretté Jean-Michel Palmier m'a complètement convaincu, en faisant le partage entre ce qui relève d'une profonde compréhension de la sensibilité baudelairienne et ce qui appartient à une systématisation idéologique conforme aux convictions de Benjamin. J'en retiens surtout que comme Balzac, Baudelaire déborde de son propre univers intérieur, pour féconder des pensées qui sont d'une autre espèce que la sienne.

Reste que la question fondamentale est posée. Qui est le véritable Baudelaire ? Il est, d'évidence, celui que nous restitue patiemment Antoine Compagnon, qui nous permet de le voir évoluer parmi ses personnages familiers, ses amis, ses amis-ennemis, les artistes, et singulièrement ceux qui dessinent les « *caricatures sérieuses* » qui offrent une vision directe des mœurs de la grande ville. Mais il y a aussi la philosophie du poète, celle qui explique le plus profondément sa stature incontestable d'anti-moderne. Philippe Muray est là-dessus impitoyable. Pour lui, Baudelaire est la figure même qui s'oppose à l'ensemble du XIX^e siècle. Celui de Hugo, de Sand, de Michelet et quelques autres. C'est d'ailleurs bien pour cette raison que Sartre lui intentait « *une sorte de procès de Moscou, au nom de ceux qui à la même époque avaient voulu libérer l'homme.* » Quand Baudelaire s'en prenait au progressisme hugolien, celui qui s'accordait si étroitement avec la pratique de l'occultisme et des tables tournantes, il visait le XIX^e siècle au cœur. En dépit de l'admiration que l'on éprouve pour Benjamin, on est obligé de reconnaître dans le chapitre terminal du *XXI^e siècle à travers les âges*, le coup de poing métaphysique qui distingue ce poète irrécupérable. Celui qui n'avait jamais oublié la blessure du péché originel et récusé les fadaïses humanitaires. Celui qui fut accompagné dans son cortège funèbre par cet autre irréductible, Louis Veuillot, auquel le liait une complicité quasi religieuse.

Gérard LECLERC

Antoine Compagnon – « *Baudelaire l'irréductible* », 10/2014, Coll. Essais littéraires, Éd. Flammarion, prix public : 24 €.

Un certain Marquis

Il y a deux siècles mourait le marquis de Sade. C'est l'occasion de nombreuses célébrations : expositions, éditions, études diverses..... Dans ce flot généralement louangeur, un petit livre se distingue, « *La Passion de la Méchanceté* », signé Michel Onfray.

Le Marquis de Sade, moi, je le bois. Et ce n'est pas une galéjade. Le hasard des héritages a fait de ma famille des coopérateurs de la Cave de Cantepèrdrix, sise à Mazan, au pied du Mont Ventoux. Or il se trouve que le marquis s'est retrouvé co-seigneur du village, en succession de son oncle, l'abbé de Sade. À la différence de sa demeure de Lacoste, le château de Mazan fut épargné par la fureur révolutionnaire. Il est aujourd'hui un hôtel de luxe. En fait, les liens entre Mazan et Donatien furent des plus ténus, mais les gestionnaires de la Cave coopérative y ont vu une occasion marketing qu'ils ont évidemment saisie en baptisant de ce patronyme sulfureux mais notoire, deux cuvées (rouge et blanc) de leur Côte du Ventoux (AOC). Si elles ne sont pas mes préférées, elles restent tout à fait recommandables au sein d'une production générale de bonne qualité.

L'excès d'alcool peut nuire gravement à la santé, mais que dire de la littérature du « divin marquis » et du personnage lui-même ? La réponse de Michel Onfray est sans ambiguïté. Sade est un personnage nocif qui a intoxiqué plusieurs générations d'intellectuels. Et d'ailleurs plus que Sade lui-même, c'est son « inventeur », Guillaume Apollinaire, qui serait le responsable de ces dérives délirantes. Il aurait créé une sorte de légende dorée qui, par le truchement d'André Breton et des Surréalistes, se serait trans-

formée en une sorte de vérité révélée s'imposant à tous.

Michel Onfray se livre alors à un véritable jeu de massacre, compilant les approximations foireuses, les âneries suffisantes et les contresens complets qui parsèment les œuvres de nos grands penseurs quand ils se mêlent de défendre, réhabiliter ou promouvoir notre « divin marquis ». Le livre tient plus du pamphlet que de la thèse, et sa lecture est tout à fait jubilatoire. Jubilation qui s'accroît encore quand on lit des critiques comme celle de Marcella Iacob (vous savez, la femme à l'oreille croquée... par DSK), publiée par *Liberation*, où l'on ne trouve rien d'autre à reprocher à Michel Onfray que d'être un petit intellectuel pour provinciaux qui ose s'attaquer à des sommités de la pensée. Cette défense des vaches sacrées paraît bien suspecte de la part d'« éminents sadiens ». Rien n'est sacré pour Sade, même pas les vaches. Mais on peut faire des reproches plus fondés à l'ouvrage d'Onfray. Il est un peu rapide et a lui aussi ses approximations. On aimerait que soit au moins esquissée une tentative d'explication du pourquoi de ces errances, au-delà du simple constat des inconséquences d'une caste pensante, tout entière enivrée par l'illusion d'une supériorité autopro-

clamée qui viendrait alimenter sa *Passion de la Méchanceté*. On voudrait en savoir plus sur le revirement d'un Foucault qui, après avoir accueilli favorablement Sade, finira par le rejeter. Ou pourquoi un Deleuze choisira, au bout du compte, un Sacher-Masoch (sa préface à *la Vénus à la fourrure*) plutôt que le seigneur de Lacoste. Mais je ne reviens pas sur le plaisir pris à la lecture du livre, même si j'y ajouterai encore un bémol : la thèse d'Onfray qui fait de Sade le dernier philosophe féodal ne me paraît pas non plus très sérieuse.



Onfray traite plus de l'usage de Sade que de Sade lui-même. Pour qui veut s'intéresser à l'œuvre elle-même, les possibilités sont nombreuses. Notre thuriféraire du crime est entré à *La Pléiade*, et un grand nombre de ses écrits sont disponibles dans des collections de poche. Mais nous tenons à saluer Jean-Jacques Pauvert, récemment décédé, qui fut le premier à entreprendre une publication des œuvres complètes. Cette édition était précédée d'une remarquable préface, signée Annie Le Brun, qui, après de multiples tirages, vient à nouveau d'être rééditée en poche (folio). Son titre : *Soudain un bloc d'abîme, Sade*. À mon avis, il n'y a pas de meilleure approche disponible. Nous

plaçons cet ouvrage dans la catégorie des lectures indispensables pour comprendre cette pensée radicale animée par un athéisme furieux.

En revanche, nous n'en dirons pas autant de l'exposition Sade, *Attaquer le Soleil*, actuellement en cours au Musée d'Orsay (jusqu'au 25/01/2015) dont, pourtant, Annie Le Brun est la commissaire invitée. Nous n'y avons vu qu'un regroupement assez artificiel d'œuvres éparses et souvent mineures. Mais peut-être que cette déception n'est que le fruit de notre humeur du moment...

Profitions de l'occasion pour évoquer ici un roman noir, du type thriller, dont la lecture nous avait ravi il y a quelques mois. Il s'agit de *L'Autre Chair*, signé Michael Olson, publié chez Gallimard (traduit de l'américain par Antoine Chainas). Nous sommes dans les sommets du capitalisme et de la haute technologie. Sur fond de complot familial et de manipulations multiples, le web accueille un mystérieux château de Silling (le lieu des *120 Journées de Sodome*) dont la virtualité toute entière dédiée au vice pourrait bien être un piège au service d'une subversion très concrète. Tout cela pendant que d'autres mettent au point une « autre chair » purement technologique, capable d'offrir d'incomparables orgasmes. Une nouvelle civilisation pourrait-elle en naître ? Les protagonistes semblent d'abord agités par l'appât du gain et d'anciennes passions. Un texte fascinant. Un suspense haletant.

Patrick PIERRAN

Michel Onfray - « *La Passion de la Méchanceté* », 184 pages, 8/2014, Éd. Autrement, prix public : 13 €.

Annie Le Brun, « *Soudain un Bloc d'Abîme, Sade* », 338 pages, 9/2014, Éd. Gallimard, Coll. Folio essais, prix public : 8,40 €.

Michael Olson - « *L'Autre Chair* », 568 pages, 9/2013, Éd. Gallimard, Série Noire, prix public : 24,90 €.

Mouvement

Dominique Chéreau

La Nouvelle Action royaliste vient de perdre un très vieil ami : le père Dominique Chéreau, curé de la paroisse Notre-Dame du Bon Conseil dans le XVIII^e arrondissement de Paris est mort dans la soirée du 27 octobre à la suite d'une crise cardiaque.

Membre de la Congrégation des Frères Saint-Vincent de Paul, issue du catholicisme social du XIX^e siècle, Dominique s'était mis au service des habitants de son quartier. Pendant quarante ans, il a affronté avec une inépuisable générosité toutes les formes de la misère.

Dominique nous a beaucoup appris. Il était très aimé comme en témoignait la foule considérable qui se pressait, le 31 octobre, dans l'église de la rue de Clignancourt.

Conseil national

Le Conseil national de la Nouvelle Action royaliste se réunira à Paris le **dimanche 7 décembre**.

La liste des élus pour les deux ans à venir sera, par discrétion, communiquée par courrier.

L'ordre du jour sera adressé aux membres du Comité directeur et du Conseil national avant le 15 novembre.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 19 novembre : Diplômée de l'Institut d'Etudes politiques et juriste, **Joséphine DEDET** est écrivain et journaliste. Elle a publié deux romans et une biographie de « Géraldine, reine des Albanais ». Collaboratrice de l'hebdomadaire « Jeune Afrique », elle suit plus particulièrement la vie politique turque, qu'elle a analysée en de nombreux reportages et enquêtes.

Les violentes manifestations dont le parc Gezi et la place Taksim, à Istanbul, furent en 2013 l'épicentre, les restrictions aux libertés publiques et les arrestations d'opposants, la victoire de Recep Tayyip Erdoğan à l'élection présidentielle d'août 2014 et l'implication de la Turquie dans les conflits d'Irak et de Syrie attirent épisodiquement l'attention sur un pays impliqué à la fois dans les affaires de l'Europe et de l'Orient. Examinant les **Destinées turques**, Joséphine Dedet évoquera la politique intérieure de la Turquie, ses visées diplomatiques et militaires ainsi que les profondes tensions qui marquent la société turque.

Mercredi 26 novembre : Ancien élève de l'ENA, **Olivier LOUIS** a été chef de mission économique dans des ambassades de France à l'étranger. A ce titre, il a vécu près de quatre ans à Islamabad et trois ans à New Delhi puis il a créé en 2006 au sein de l'Institut français des relations internationales une section consacrée à l'Asie du Sud, ce qui lui a permis de redécouvrir **Le Pakistan, à la croisée des chemins**.

Dirigé par une classe politique corrompue, travaillé par l'islamisme qui opère violemment au sein d'une population qui déteste les Etats-Unis, le Pakistan est une puissance nucléaire majeure et le deuxième pays musulman du monde, dont dépend l'avenir de l'Afghanistan...

Affaibli par ses crises, le Pakistan pourra-t-il retrouver le chemin de la modernité, ou deviendra-t-il le pays le plus dangereux du monde ?

Auteur d'une « Histoire du Pakistan », Olivier Louis s'interrogera avec nous sur cet avenir problématique.

Royaliste

Nouveau !

Vos étagères sont pleines, vous ne savez plus où ranger vos exemplaires de *Royaliste* ?

Nous vous proposons de transformer votre abonnement journal en un abonnement à *Royaliste* en **PDF**.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (50 €) soutien (120 €)

abonnement annuel à *Royaliste* en PDF (50 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet - boîte no 13 - 75012 Paris

Impasses violentes

La mort d'un jeune militant écologiste lors d'un affrontement avec la gendarmerie sur le site du barrage de Sivens et les durs accrochages qui ont marqué certaines manifestations en hommage à Rémi Fraisse remettent à l'ordre du jour la question de la violence politique et sociale. Indéfendable en droit, serait-elle désormais le seul moyen de faire entendre raison à un pouvoir sourd et aveugle - ou plus radicalement d'abattre le système capitaliste ? De jeunes théoriciens l'affirment et leurs disciples passent à l'acte. Les réprobations morales les font sourire et les condamnations judiciaires, inévitables, les transforment en héros de la lutte contre l'ordre établi.

Rien de nouveau sous le soleil, assurément. Dans les sociétés humaines, la violence circule de manière constante et souterraine puis se fixe de temps à autre en un point et explose. Les Français, qui sont fiers de leurs révoltes, de leurs insurrections et de leurs révolutions - mais pas de leurs guerres civiles et religieuses - se satisfont ou s'accommodent de la dialectique des temps ordinaires : les institutions politiques servent à contenir la violence que les partis et les syndicats parviennent à orienter vers de nouveaux compromis politiques et sociaux dans un système qui articule les modes de souveraineté - populaire, nationale, étatique.

Récusé par l'extrême droite et l'extrême gauche, ce système

fonctionnait vaille que vaille jusqu'à ce qu'il soit profondément dérégulé et subverti par la « gouvernance » oligarchique. Celle-ci pratique impunément le déni de démocratie dans une soumission confortable aux exigences de Berlin, Bruxelles et Washington. L'atonie du syndicalisme de résistance et la lente agonie du Parti communiste privent la société de ses moyens habituels de mobilisation - celle-ci étant ailleurs rendue plus difficile par l'éclatement des tâches et des horaires. La dernière note rédigée par l'association « Entreprise et Personnel » (1) explique avec pertinence qu'une explosion sociale est improbable en raison de l'atomisation des mécontentements mais que notre pays connaît « *une forme inédite de décomposition sociologique et d'implosion sociale* ».

Cette situation provoque deux réactions classiques :

- Des pulsions violentes, qui sont ou qui risquent d'être suivies de passages à l'acte contre des ennemis visibles : à l'extrême gauche on vise les policiers et les agences bancaires ; à l'extrême droite on veut s'en prendre aux « Arabes », aux « Musulmans »...

- Des discours violents contre des puissances invisibles, « sionistes », « capitalistes », « impérialistes », qui agiraient selon un plan cohérent de domination intégrale.

Ces deux réactions sont le signe d'une crise grave de la démocra-

tie : les actions de rue soulignent le rejet des partis politiques traditionnels et le complotisme signale toujours une crise de légitimité. Tous les groupes réactifs s'appuient sur des faits incontestables : oui, il y a des charges de CRS ; oui, il y a des barbus en djellaba ; oui, il y a des multinationales ; oui, Israël mène des opérations militaires... Mais ces éléments complexes d'une réalité toujours difficile à saisir sont constitués en Ennemi doté d'une pensée unique, d'une intention parfaitement malveillante et d'une volonté diabolique. C'est l'appareil d'État. C'est l'agent du Grand Remplacement ethnique. C'est le Capitalisme omnipotent...

Plus ces puissances visibles ou invisibles sont imposantes, plus on se croit investi d'une mission salutaire, plus on est indifférent aux condamnations de la violence. Mais ces attitudes, aussi sincères soient-elles, sont condamnées à l'échec. Hors du groupe militant, la puissance imaginaire de l'Ennemi est décourageante. Au sein du groupe, l'action violente ne peut atteindre que des cibles proches et innocentes - le fonctionnaire de police, la passante voilée, l'employé de banque - et suscite tôt ou tard la réprobation populaire. Que ce soit à la fin du XIXe siècle ou après 1968, le peuple français n'a jamais suivi les libertaires, les autonomes ou, à l'opposé, les groupes plus ou moins racistes qui se prétendaient à l'avant-garde. Aujourd'hui, l'échec est promis aux anarchistes et aux identitaires, qui présentent des formules antipolitiques dans une société qui subit l'effondrement du Politique et qui doit le réinstaurer.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. *La Tribune* du 20 octobre 2014.